

Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet REMY sur la commune principale de l'AIOT Rue de Canly 60190 ESTREES ST DENIS.

La référence de votre dossier est A-3-I1BT31OTE et concerne une demande de type "une déclaration initiale"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 07/12/2023 à 08h45 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration initiale**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **Je ne connais pas le service instructeur**

Conditions d'engagement du déclarant

- Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.
- Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>
- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Déclarant**

Personne morale

N° SIRET **79440955700046**

Raison sociale **BETON SOLUTIONS MOBILES**

Forme juridique **SAS, société par actions simplifiée**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

9 ALLÉE LECH WALESA

Seine et Marne

77185 LOGNES

Signataire

Qualité : **DIRECTEUR GENERAL**

Référent

Fonction : **HSE**

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **REMY**

Description des activités :

La centrale à béton a pour but de fabriquer du béton prêt à l'emploi. Une centrale a pour rôle d'assurer le dosage et le malaxage du béton. Elle est composée de silos contenant des liants hydrauliques (ciments et additions), de cases contenant les sables et granulats, de cuves pour les différents ajouts d'adjuvant (hydrofuge, accélérateur ou retardateur de prise...), et d'un malaxeur, sorte de grande bétonnière dans laquelle sont mélangés les différents constituants. Le malaxeur

peut réaliser des gâchées de béton et de mortier comprises entre 0,5 et 3m3. Selon la quantité de béton nécessaire, il faudra une ou plusieurs gâchées.

Sur le site de l'installation, vous exploitez déjà au moins :

Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**

Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**

Une installation classée relevant du régime de déclaration : **NON**

Déclaration distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale : **NON**

4 - Localisation

Localisation de l'installation

Rue de Canly

60190 ESTREES ST DENIS

X : 678203

Y : 6925065

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Permis de construire

La mise en oeuvre de l'installation nécessite-t-elle un permis de construire ? **OUI**

Tableau des rubriques des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Régime	Précisions
2518	2518-b	Production de béton prêt à l'	Capacité de	D	

6 - Mode d'exploitation

Modes et conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires, effluents et des émanations de toute nature

Est-il prévu un épandage ? **NON**

Elimination des déchets et résidus de l'exploitation

Précision sur les types de déchets et résidus issus de l'exploitation et la filière de valorisation ou d'élimination :

Nos déchets sont : 1/ Les boues de béton provenant des bassins de décantation et des fosses de lavage des camions toupie. Ces déchets sont évacués par la société CLAMENS en filière de valorisation. Les matériaux seront recyclés sous la forme de grave routière, de matériaux de compactage ou de granulats recyclés. 2/ Les DIB seront jetés dans des bennes et seront évacués par un prestataire extérieur

La collecte des déchets s'effectuera-t-elle par le service public de gestion des déchets ? **NON**

Disposition en cas de sinistre

Prise d'eau sur le réseau incendie : **OUI**

Précisions sur les moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant :

Les points d'eau (bassins, citernes...) sont en capacité en rapport avec le risque à défendre. De plus, les organes de production de béton disposeront d'extincteurs répartis sur le site, directement accessibles depuis les aires extérieures et les lieux présentant des risques. Les extincteurs sont appropriés au risque à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Natura 2000

L'installation est-elle soumise à évaluation des incidences Natura 2000 ? **NON**

Prescriptions applicables

Je confirme avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Effectuer une demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation : **NON**

Clause filet

Cette déclaration initiale DICPE est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ?

Oui

L'installation ne peut ni être mise en service, ni exploitée dans les 15 jours suivant la délivrance de la preuve de dépôt de la déclaration initiale (R. 512-48 alinea 2 du code de l'environnement)